

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

3 AU 9 DÉCEMBRE 1992

N° 891

10,00 F

L'humanitaire business

EDITORIAL

Vive le feu

Le feu purificateur, en ravageant le château de Windsor dont la reine d'Angleterre se servait avec sa suite les week-ends, aura permis de faire tomber un des privilèges aristocrates dont la famille royale britannique s'était elle-même gratifiée : celui de ne pas payer d'impôts. Privilège de taille quand on sait que la famille Mountbatten-Windsor détient un tiers du territoire national britannique et empêche donc les loyers qui y correspondent. Sans compter les porte-feuilles d'action qui font que mine de rien le pouvoir politique leur est peut-être confisqué, mais pas le pouvoir financier.

Le palais brûlé, il faut ouvrir les caisses. Les Britanniques goûtent en effet de plus en plus mal le détachement avec lequel les aristos se moquent de la situation sociale absolument catastrophique du pays. Dame, les temps changent, il va falloir raquer !

La meilleure solution serait encore à notre humble avis de se débarrasser de ce tas de parasites, et de tout prendre, oui tout. Ça n'est pas de la démagogie du tout, car après tout ce pognon vient bien de quelque part. Il serait temps de mettre un petit peu d'anarchie dans tout ce désordre.

Vive le feu, donc !

Ouvrez la télé, la radio, les journaux... l'humanitaire est présent. On le retrouve dans nos boîtes aux lettres, sur les panneaux d'affichage. Il colle à l'actualité. Angola, Somalie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Arménie, Kurdistan... il fait le tour du monde. Il est aussi au coin de nos rues avec ses soupes populaires, ses asiles de nuit. Appels à la solidarité, bonne conscience... l'humanitaire envahit tout. Regard sur un effet de mode masquant les réalités.

KOUCHNER fier de ses quelques milliers de tonnes de riz collectés par les écoliers français ; l'actrice italienne Sophia Loren photographiée penchée sur les lits des mourants de l'hôpital somalien de Baidoda... l'aide humanitaire est devenue une mode... pire, un marché ! « On est arrivé au point où l'économie somalienne repose essentiellement sur le secours humanitaire et n'existerait pas sans lui », déclare inquiet le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali. Un marché et une arme pour la guerre en Somalie, voire en Bosnie, mais aussi une arme pour la propagande dans les pays occidentaux. On ne fait plus de politique, on fait dans l'action humanitaire. Mieux, l'humanitaire des grandes puissances devient l'emballage du politique. Car, en fait, la politique n'a jamais été absente des généreuses initiatives des Etats riches. Oui, il faut également être riche pour être humanitaire. Cela va de soi. Des « corridors humanitaires » yougoslaves jusqu'aux casques bleus installés en Somalie ou en Angola, la politique politicienne, les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances restent

toujours, malgré ceux là, la motivation première. La mode humanitaire n'est que le cache-sexe des intérêts mercantiles. Elle détourne l'attention, la réflexion, la recherche sur les causes réelles du conflit dans l'ex-Yougoslavie ou des conséquences de la décolonisation en Somalie, pour ne citer que ces deux exemples.

Ainsi, la publicité faite sur l'aide humanitaire en Croatie puis en Bosnie permet d'éviter certaines questions. Pourquoi l'Allemagne s'est-elle empressée de reconnaître l'Etat slovène et la Croatie ? Pourquoi la France a-t-elle penché pour la Serbie ? Pourquoi la Turquie se revendique-t-elle « puissance protectrice » des sept millions de musulmans vivant dans les Balkans ? Nous pourrions multiplier, à cette occasion, les questions tant les réponses sont évidentes quand on s'y intéresse. Réponses qui pourraient se résumer à la formule de Philippe Pelletier : « Les Etats européens ont tout intérêt à laisser pourrir la situation en ex-Yougoslavie ». Il ajoute : « L'embargo est une fumisterie [...]. Les ventes d'armes continuent à plein régime, les tanks ont de l'essence, les armes des munitions [...]. L'Allemagne guigne les ports de l'Adriatique via la Slovaquie germanisante [...]. L'Etat français, qui a reçu sa part du gâteau du nouveau partage d'influence post-Yalta, à savoir la Roumanie, penche pour la Serbie voisine... ». La Turquie y joue sa propre influence. Et pour compléter ce tableau des questions et des réponses, ajoutons que « l'Etat américain laisse faire ou sabote les initiatives de paix, trop content de voir se liquéfier l'unité politique et diplomatique de la CEE », précise encore Philippe Pelletier dans une note adressée aux adhérents de la Fédération anarchiste.

Nous nous retrouvons là à des années lumière de la simple action



INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Le spectacle est à la rue

« Pour que vivent nos illusions, qu'elles deviennent réalité... »

Point d'orgue pour la chanson des intermittents. Il faut bien se rendre à l'évidence : les illusions ont vécu, le temps d'une occupation à l'Odéon, mais pour la réalité, c'est une autre paire de manches.

LE DÉMANTELEMENT des acquis sociaux des professionnels du spectacle, entamé en 1982, s'accomplit dans l'indifférence générale. Grèves (une première en Avignon), manifestations, occupations, actions médiatiques diverses... rien n'aura pu enrayer la machine !

Le ministère du Travail a agréé les accords sur l'assurance-chômage le 29 octobre, bien que les trois-quarts des voix nécessaires n'aient pas été obtenus en commission paritaire (1). Les organisations syndicales CGT et FO ont protesté dans le délai imparti (quinze jours), tant pis pour elles... on applique quand même les accords. Qui oserait se plaindre des lenteurs de l'administration ? Il pleut des questionnaires des 122 jours. Un véritable casse-tête pour les intermittents du spectacle, qui disposent rarement de justificatifs de recherche d'emploi : cooptation, libre association par affinité créative...

sont le plus souvent la règle. Tous les dossiers en cours d'inscription ont basculé, comme prévu, le 1^{er} novembre. Pour les dossiers en cours d'indemnisation, toujours aucune lumière sur les conditions de basculement. Une seule chose de sûre : ce sera le 31 décembre.

Où trouver l'argent ?

Et pour le Nouvel an, on coupe le lien entre les caisses spécifiques du spectacle (GRISS) et le recouvrement des cotisations chômage (2). Il sera effectué par le centre de recouvrement des ASSEDEC de l'Ain et des deux Savoie. Pour améliorer le recouvrement des cotisations employeurs (catastrophiques dans le spectacle), on pouvait trouver mieux : les deux fichiers ASSEDEC et GRISS ne communiquent pas. La concertation nationale ministères (Culture et Travail) et professionnels (3) devrait rendre une

première mouture de ses travaux courant décembre : un de ses principaux projets, la réforme de l'ordonnance de 1945 (4). La licence d'entrepreneur de spectacles obligatoire, grave menace pour l'indépendance des petites compagnies et pour la liberté d'expression, serait remplacée par une carte professionnelle. On s'inspirerait de la réglementation de la carte de presse.

Tout ce qui était prévu se réalise point par point. Le protocole du 25 septembre 1992 applique les accords du 5 décembre 1991 sur l'assurance-chômage selon une logique « inattaquable ». Les professionnels du spectacle doivent prendre 20% de leur déficit en charge (un pas dangereux vers l'exclusion du régime de solidarité inter-professionnelle). Il faut bien les trouver quelque part. Où ? Où c'est le plus facile ! Chez ceux qui peuvent le moins se défendre. Les plus fragiles socialement. Diminution du taux d'indemnisation pour les cachets isolés, extension du délai de carence ou franchise (jours chômés non payés) aux faibles salaires et aux courtes périodes de travail, pour tous, perte de l'ancienneté et alloca-

(suite p. 5)

« L'actualité du
mois en dessins »

avec Berth, Gil
et Mary.

P. 7

T2137 - 891 - 10.00 F



(suite p. 3)

F°P. 2520

L'ÉCOLE PRIMAIRE « BONAVENTURE » D'OLÉRON

L'abécédaire autogéré ou une bonne aventure pédagogique

Pourquoi vouloir créer aujourd'hui une école alternative à l'école capitaliste ? Pourquoi vouloir créer une école libertaire et non pas une école parallèle ? Qu'est-ce qui caractérise ce genre d'école ? Qu'est-ce qu'on y enseigne ? Comment y enseigne-t-on ? Comment est-elle financée ? Comment ça marche ?... Telles sont quelques-unes des questions abordées dans cette brochure qui nous expose un projet : celui de la création

d'une école primaire libertaire dans une petite île de Charente-Maritime, l'île d'Oléron. Telles sont quelques-unes des questions qui devraient hanter toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à voir l'échec scolaire se conjuguer au seul temps de l'origine sociale et des générations entières aller se faire couper les ailes dans les abattoirs-abrutisseurs de la scolarité ordinaire.

AUTONOMIE de l'enfant, savoir-faire et savoir-être « mamelles » de l'éducation anti-autoritaire deviennent des sujets d'UV, des sciences sociales. De la citoyenneté institutionnelle au coopérateur scolaire, la grille de ce patrimoine pédagogique quadrille les expériences autogestionnaires de savoirs, de pratiques, de projets. Les uns ouvrent les portes du comportement institutionnel, les autres produisent des pratiques scolaires ou économiques collectives. Echanges, appropriations des lieux, qualité de l'écoute égrenent les comptes-rendus de ces diverses expériences.

La stratosphère de l'égalité, du partage, du collectif s'éloigne au plus grand bénéfice de la désillusion des dinosaures du parcellaire, du savoir vendre, des vainqueurs du discours marchand. Comme s'il suffisait

d'émettre quelques espaces de libertés, de productions partagées pour abattre ce monstre du cloisonnement de l'égoïsme qu'est l'instruction à la concurrence scolaire. Comme s'il suffisait d'éduquer, d'insuffler un espoir de changement dans un seul secteur idéologique pour stopper la machine à assujettir.

L'espoir aujourd'hui de transformer les mentalités, les habitudes sociales, de créer une citoyenneté capable de contrebalancer la solitude extrême des laissés-pour-compte passe bien sûr par l'éducation, mais pas seulement. C'est pour avoir oublié cette règle première de la convergence des luttes et des espoirs de justice sociale qu'elles portent et de leur interdépendance que l'éducation aux libertés par la liberté d'entreprendre fut ravalée à un livre de recette miracle de l'échec social. Être sujet de ses apprentissages,

actrice de l'institution scolaire, producteur économique de son lieu de travail installent l'acte éducatif dans une révolution copernicienne dans une révolution sociale, culturelles, familiales et éthiques disparates.

De l'autogestion des différences...

Maîtriser un projet de A jusqu'à Z, y apporter sa pierre à 4 ou 12 ans concourt à cette mise en autonomie tant réclamée par les manuels de bienséance pédagogique. La mise en autonomie de l'enfant commence très tôt, nous dit-on, mais partout elle est cloisonnée, éclatée, dépendante des autorités supérieures (familiales ou professionnelles) ; aucune cohésion d'ensemble porteuse d'autonomie en acte n'a prévalu dans les expériences

d'éducation populaire *in* ou hors institution scolaire et pour cause !

Comment, nous-mêmes, dans nos propres vies, avec nos enfants, essayons-nous de démultiplier ces espaces de liberté en annihilant par leur convergence les enfermements des sphères familiales, privées, publiques, professionnelles, voire militantes ? Faire éclater ces isolements porteurs d'indifférences, lier ces aires d'apprentissages en les globalisant au sein d'une même pratique sociale n'est-elle pas cette utopie du partage égalitaire porté par le siècle des Lumières jusqu'à nos petites tentatives d'honnêteté intellectuelle en matière éducative ! En cassant la professionnalisation des prises en charge sociale, nous leur insufflerons cette charge émotionnelle porteuse de pratiques autogérées comprises par tous et créatrices de désir commun de transformation sociale : nous sommes aujourd'hui loin du compte. Au creux de la vague de la créativité sociale, nous nous contentons d'agir au mieux de nos capacités à ne pas reproduire cette sélection scolaire et sociale, chacun dans notre petite nébuleuse du « peu mieux faire libertaire » !

Pour apprendre à lire, il faut lire ; pour s'autonomiser et autogérer des pratiques, il faut vivre l'autogestion sous toutes ses formes. Cette lapalissade résumerait la philosophie d'un projet autogestionnaire libertaire. Dans la multiplicité, en s'attendant à toute forme d'autogestion on devient sujet de ses entreprises sociales, scolaires ou affectives. *Bonaventure*, expérience d'éducation libertaire, se lance dans la dynamique en globalisant dans un même lieu et une transversalité sociale commune ces apprentissages d'autonomie enfantine et égalitaire. Dans l'avant-projet paru dans la brochure n° 6 des éditions du Monde Libertaire, nous n'avons pas dessiné une « école nouvelle », loin s'en faut. Nous nous en gardons bien. Nous avons tenté de créer une dynamique, des pistes de convergences sociales et scolaires se profilent. Nous nous inscrivons dans une histoire des pratiques sociales et scolaires anti-autoritaires ; nous les lions et les rattachons à un mouvement de transformation sociale libertaire. Rien de plus, rien de moins.

En plein désert, au son de la désespérance collective, nous créons un des espaces d'imagination optimiste. Optimiste, car *Bonaventure* et ses acteurs et actrices ne peuvent faire pire que ce qui existe. Nous ne répondons nullement au désespoir social ou scolaire environnant. Nous conjuguons nos efforts à d'autres pour élarger ce « non futur » social. Tenir un discours libertaire et le réaliser apparaît bien narcissique et hors de tout réalisme politique.

C'est le pari que nous lançons, c'est à l'heure du vide politique, du non-

dit révolutionnaire que nous devons réfléchir sur une réappropriation de nos desseins individuels et collectifs, et en même temps construire des outils de créativité alternative.

Nous voulons désenclaver l'anarchie de cette sphère contemplative où elle se contenterait du seul discours. Lier pratique et politique, spécificité et mouvement sont les facettes éthiques et politiques de ce projet.

...aux différentes pratiques institutionnelles

Dans une petite école rurale, future libertaire, l'autogestion des différents secteurs : vie quotidienne, scolarité, divers apprentissages culturels ou sociaux, classe de nature, sports... apparaît de prime abord aisée. Néanmoins, si nous installons le « ça me regarde » à toutes les strates de prises de décisions, à tous les acteurs du projet (enfants, adhérents, familles, intervenants) et leur contrôle institutionnel le plus objectif et facile possible, le schéma se complique quelque peu.

Quelle est la place de l'enfant et quels sont ses droits dans les sphères familiale et scolaire ? Qui contrôle qui ? Comment les adhérents, les acteurs directs et moins directs partageront-ils cette expérience collective et datée ? Une relation pédagogique et institutionnelle non-autoritaire gomme-t-elle pour autant les pouvoirs liés à la tâche ou aux savoirs ?

Des questions et encore des questions, souvent sans réponse directe pour une toute petite école de rien du tout ou de presque rien... d'anarchie. Des vastes problèmes de pouvoir et de contre-pouvoir pour une expérience simple et datée et peu coûteuse, alors penser autogérer des secteurs scolaires entiers, comment y parviendrons-nous ? L'autogestion serait-elle l'apanage des privilégiés de l'alternative sociale ?

La mise en acte d'institutions professionnelles, d'idées politiques mettent à plat des a priori, des présupposés théoriques et conjugués allègrement les contradictions idéologiques et sociales.

C'est pour nous coltiner un anarchisme en actes, pour dépasser, voire nous contenter de certains fonctionnements les moins lourds possibles que nous vous invitons à réfléchir sur des espaces autogérés, à travailler avec nous, à contrôler cette expérience.

Affaire à suivre dans son élaboration, son suivi et sa conclusion...

Thyde Rosell

N. B. : *Bonaventure* c/o Association « Bout d'Ficelle », 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

NOUVEAUTÉ
La Brochure
anarchiste
n° 6

« Bonaventure »
une école libertaire :
pourquoi, comment ?

par Thyde Rosell
& Jean-Marc
Raynaud

Prix : 30 F
(+ 8 F de port).
En vente à la librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amélot
75011 Paris.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAE M
Transport Presse

L'humanitaire business

RENDEZ-VOUS

(suite de la « une »)

humanitaire tant médiatisée. L'idéologie « humanitaire » a remplacé la peur du bolchevik. Kouchner ne fait pas de politique, mais de l'ingérence humanitaire. Voyez la Somalie... si ça ne marche pas, on fera même appel à des militaires du style *shoot to feed* (tirer pour nourrir), une expression très utilisée, paraît-il, depuis quelque temps aux Etats-Unis. Avant, il y avait les méchants, « rouges » de préférence ; maintenant, les méchants seraient en vrac : le mauvais temps, les dictateurs, les extrémistes nationalistes. Et pour éviter les dérapages, et surtout pour faciliter la digestion des téléspectateurs regardant les journaux de 20 h, il n'a pas été dit en matière d'« action humanitaire » que le mauvais temps n'est pas la seule raison des famines en Afrique, que les dictateurs ont été mis en place par les anciens colons, que les Etats démocratiques sont à l'origine des guerres commerciales (GATT) et des guerres tristement meurtrières et toujours imbéciles. Avant, il y avait d'un côté les bons, les Occidentaux, de l'autre les méchants, situés derrière le mur (de Berlin !), non sans raison d'ailleurs. Aujourd'hui, c'est encore plus simple, il n'y a plus que des bons et seulement quelques égarés, presque des sauvages, qu'il va falloir encore civiliser, pardon démocratiser. Démocratiser, s'il le faut, avec le soutien de militaires humanistes, *shoot to feed* !

L'humanitaire tend même à devenir une affaire de spécialistes. Une fois la mode passée, nous aurons à coup sûr l'arrivée en grand nombre des experts, et pas seulement au-delà de nos frontières. Les « sauvages », ils sont aussi parmi nous. Ces chômeurs



Kurfachela (Ethiopie), distribution alimentaire par Médecins du monde en avril 1988. © AFP/Joël Robine.

de longue durée, ces RMistes et autres miséreux. Déjà, des professionnels bénévoles sont à pied d'œuvre. A l'avant-garde bien sûr les cathos de gauche ; mais l'humanitaire version Le Pen peut aussi fonctionner en faisant le tri entre Français et immigrés.

L'humanitaire business n'a pas d'état d'âme quand il s'agit de faire régner l'ordre, son ordre, celui de la paix sociale et du profit ; peu importent les couleurs politiques des associations humanitaires.

Bien sûr, il y a du bon dans l'action humanitaire. Sauf que maintenant elle est devenue un marché, un enjeu de pouvoir. L'action humanitaire ne sert plus que les puissants, même si elle soulage, dans l'immédiat, les populations concernées. De toute

façon, cette mode ressemble de très loin à cette solidarité, cette entraide si chère aux libertaires. Il n'y a pas d'égalité dans l'action humanitaire. Tout n'est pas à dénoncer, certes, des associations

« L'humanitaire business n'a pas d'état d'âme. »

tentent de réelles coopérations. Des ONG travaillent réellement à des échanges égalitaires de savoirs, de techniques au-delà de l'aide, ici et maintenant, toujours urgente et nécessaire. Peut-on laisser mourir de faim des hommes, des femmes, des enfants

sous prétexte que leurs « chefs » s'entretuent ? Non, évidemment ! Mais la pratique montante du « tout humanitaire » doit être condamnée. Il faut construire d'autres rapports économiques, politiques et sociaux. C'est peut-être facile à dire et plus difficile à faire que de filer un kilo de riz aux Somaliens, mais c'est bien la seule façon de combattre les logiques économiques productrices de misère et de guerres, et raison d'être des actions humanitaires.

En finir avec l'humanitaire business, renforcer les initiatives d'entraide égalitaire, rejoindre les associations qui tentent d'organiser des échanges horizontaux en dehors de l'Etat, il n'y a pas d'autres alternatives.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

BOURGOIN-JALLIEU

Le groupe FA organise une rencontre-spectacle (poésie, textes et chansons) à 21 h, avec Théophile, au 20, rue Joseph-Seigner, à Bourgoin-Jallieu. Entrée : 50 F.

NANTES

Retrouvez le « Magazine Libertaire » sur Radio Alternantes (98.1 & 91 FM) de 19 h 35 à 20 h 30 le mardi 8 décembre. Au sommaire : dockers et médias.

« Magazine Libertaire », Alternantes FM, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

NANTES

Le groupe Milly-Witkop diffuse les livres suivants : *Les Voix de Wounded Knee - Un peuple résiste* (272 p.), 70 F port compris et *Pour un éveil de la conscience - Message des Iroquois au Monde occidental* (48 p.), 20 F port compris. Les deux : 80 F.

« Magazine Libertaire », Alternantes FM, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

NIMES

Le groupe Henri-Marius de la FA appelle à manifester contre la venue de Jean-Marie Le Pen le vendredi 4 décembre à 18 h, place de l'Horloge, à Nîmes.

RENNES

Le groupe de Rennes de la FA et le SCALP No Pasaran organisent une projection vidéo, *Justice pour Abdel*, avec pour intervenants *Reflex* et *Parloir Libre*, le vendredi 4 décembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes.

Horaires d'ouverture de la librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° Oberkampf), 75011 Paris.
Tél. : 48.05.34.08.
Du lundi au vendredi : 14 h - 19 h 30,
samedi : 10 h - 20 h
(sans interruption).

FORUM-DÉBAT
« Être anarchiste et féministe aujourd'hui »

La commission Femmes de la Fédération anarchiste et l'équipe de l'émission « Femmes Libres » sur Radio Libertaire animeront un forum-débat à la librairie du Monde Libertaire, (145, rue Amelot [M° Oberkampf], 75011 Paris) le samedi 5 décembre, à 15 h.

Le thème de cette rencontre sera « Etre femme et anarchiste aujourd'hui », ou de la difficulté d'agir en tant que femme, féministe et anarchiste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son organisation politique.

Cet après-midi sera également l'occasion de présenter les actes de la Rencontre internationale anarcho-féministe du 2 mai 1992, dont on peut voir l'exposition actuellement.

Echos de presse

Pour celles et ceux qui n'auraient pu lire *le Monde libertaire* de septembre à octobre, et bien ne vous tracassez plus, *l'Alternative libertaire*, le mensuel « différent pour des lecteurs dissidents » de nos amis belges, vient de publier, en novembre, l'essentiel des articles parus dans notre cher hebdo, avec en prime deux affiches : l'une sur la Yougoslavie et l'autre sur l'éducation. Par chance, les abonnés ont reçu également la dernière brochure de la collection anarchiste, *Bonaventure, une école libertaire : pourquoi, comment ?*, rédigée par Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, le tout enveloppé dans un supplément recto verso où on peut lire un article de Bruno Uytterspot sur l'aide humanitaire, « Cause toujours ! », un autre d'Eric Stone sur Bruxelles, « Main basse sur la ville ». *Alternative libertaire*, n° 145 & n° 146. Prix : 20 FF chaque numéro. *Alternative libertaire* c/o ASBL 22 Mars, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76.

La dernière parution du magazine *Noir et Rouge*, n°27, est entièrement consacrée à la Palestine. Christiane Passevant, Annie Fiore, Larry Portis, Maurice Rajstus, Georges Corm et quelques autres y traitent, sans avoir « la prétention d'être exhaustifs »,

des élections israéliennes, des négociations internationales en cours, des « caractéristiques de la question palestinienne (problème de l'eau, l'intifada, les commandos de la mort...) ».

Noir et Rouge, novembre-décembre 1992, n° 27. Prix : 25 F. *Noir et Rouge* c/o DLE, 20 avenue Weber, 93500 Pantin.

A noter enfin une publication de nos voisins suisses des Cahiers du collège du travail, l'excellente revue *Confrontations*. Dans ce premier numéro, il est question du mouvement ouvrier à Genève de 1890 à 1950, où l'on retrouve les militants libertaires agréablement mis en valeur.

Prétexte à cette parution : une exposition à Genève au Musée d'ethnographie sur la vie quotidienne des ouvriers de l'époque intitulée « C'était pas tous les jours dimanche... ».

Confrontations, n° 1, octobre 1991. Prix : 8 FS. Cahiers du collège du travail, 11, rue des Maraichers, 1205 Genève. Tél. : (022) 328.64.95.

Exposition au Musée d'ethnographie, annexe de Conches, 7, chemin Calandrini, Genève, depuis octobre et ceci jusqu'au 4 avril 1993 (fermé le lundi et le mardi).

SANTÉ

Le sida à l'hôpital

« Les sidéens n'ont pas la palme des mauvais soins hospitaliers », affirmait Act Up, ici même, dans notre n° 871. Il est vrai que le système hospitalier français n'est pas en grande forme. Pénurie d'infirmières, formation insuffisante des personnels, manque de moyens... cela ne s'est pas arrangé au fil des mois. L'urgence imposée par l'extension du nombre de personnes atteintes du sida n'a fait qu'amplifier les difficultés. « D'ici l'an 2 000, il faudra multiplier par cinq le nombre de lits accueillant les sidéens à l'hôpital », affirmait encore Act Up. Sur, on est loin du compte. C'est même l'inverse qui se produit : fermeture de lits ou de services. Même les urgences ne sont pas épargnées, puisque Kouchner annonçait récemment la fermeture prochaine de quelque 170 services (sur 500 actuellement comptabilisés), jugés sous-équipés en personnel et en matériel.

Il est donc à craindre que la prise en charge des malades atteints du virus HIV ne se dégrade malgré les

discours et les campagnes médiatiques sur le sujet. Campagnes d'information qui sont loin de parvenir à tous les publics, comme le souligne Nicole Gloaguen, éducatrice en Seine-Saint-Denis : « L'information sur le sida et la séropositivité par les médias est peu entendue par les publics les plus en difficulté et les plus précarisés ».

Difficultés

Double échec, donc : un hôpital inadapte et un public mal informé. Pourtant les dernières grèves des personnels de santé (mouvements de 1988 et de l'automne 1991) ont mis en évidence les nécessaires besoins pour un service de santé de bonne qualité. Mais les gouvernements sont restés sourds à ces revendications. Les quelques enveloppes budgétaires versées ont été accordées à budget constant. Les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) ont simplement redéployé des moyens. Il n'y a pas eu de réels

budgets supplémentaires pour financer les prises en charge des patients atteints du sida. Les nombreuses initiatives pour lutter contre le fléau se sont réalisées avec des économies obtenues ailleurs. Ainsi, les réseaux « Ville-Hôpital » (1) ont buté sur des difficultés matérielles.

Et aujourd'hui, les équipes s'interrogent. « Sans infirmières, sans couverture sociale, sans coordination médicale, sans création de services d'aide à la vie quotidienne, sans lieux d'hébergement ou de convalescence... notre action risque d'être inefficace », conclut le Docteur Philippe Mérat, praticien à Bagnolet.

A. D.
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Les réseaux « Ville-Hôpital », mis en place depuis deux ou trois ans un peu partout en France, regroupent des professionnels médicaux, paramédicaux et sociaux, hospitaliers et extra-hospitaliers. Leur objectif est d'améliorer la qualité de la filière de soins proposée aux patients séropositifs ou sidéens.

Nouvelles du front

NOUVELLES ANTIMILITARISTES DU PAYS BASQUE

Erik Lechardoy a été libéré le 29 octobre. Non sans mal. En effet, après avoir été condamné en mai et juin à 10 mois de prison ferme pour « refus d'obéissance », voilà-t-il pas qu'il repasse en procès quinze jours avant sa libération (par le jeu des remises de peines) pour « insoumission », où il est condamné à deux mois de prison (la confusion des peines est toutefois obtenue). Mais l'acharnement juridico-administratif ne s'arrête pas là, puisque le ministère public a fait appel et que l'armée lui a signifié qu'il était considéré comme déserteur depuis le 29 octobre.

Christophe « Kittu » Lascaray, insoumis total, en même temps que quatre autres jeunes depuis le 12 juin dernier, a été arrêté le 4 novembre à Ainhoa par la Police de l'air et des frontières, puis après une semaine de grève de la faim à la caserne de La Rochelle où il était en isolement, le Tribunal de Poitiers le condamnait à 13 mois de prison ferme le 12 novembre. Il est actuellement à la maison d'arrêt de Poitiers, et il a été adopté comme prisonnier d'opinion par Amnesty International. Les actions de soutien et de protestation se sont multipliées avec notamment la dernière manifestation en date du 21 novembre à Itsasu (village natal de Kittu), qui a rassemblé 400 personnes. Il est dans l'attente de son procès en appel (comme pour Erik, toujours pas fixé).

Jean-François Lefort, « Lof », est toujours incarcéré à Rochefort et en attente du procès en cassation, et il va faire l'objet d'une demande de mise en liberté conditionnelle, car il a effectué la moitié de sa peine.

Nicolas Padrones, libéré par un vice de forme en juin, est considéré comme déserteur, et il peut se faire arrêter à tout moment.

Quant aux quatre autres, trois objecteurs-déserteurs après avoir effectué la moitié du temps de leur service civil et un objecteur-insoumis considéré comme tel par l'administration depuis le 15 novembre, ils feront l'objet, tôt ou tard, d'une manifestation violente de la part de la bureaucratie. Bref, des luttes en perspective...

Pour compléter le tableau, un rappel sur la situation au Pays basque-sud est nécessaire : il y a actuellement 1 200 insoumis, et lors du dernier tirage au sort des futurs appelés, qui se fait annuellement (vous avez dit moyennageux ?), sur 12 000 appelés, 8 000 se sont déclarés insoumis ou objecteurs. Les procès se multiplient en Navarre, le tarif est de un à deux ans de prison. Bref, il s'agit là, sans aucun doute, d'un foyer de désobéissance civile majeur en Europe.

Enfin, nous faisons un appel à un soutien financier (chèque à l'ordre d'En Direct), ainsi qu'à un soutien politique par les moyens que vous jugerez appropriés (diffusion des informations, manifestations...).

Voici les adresses des insoumis incarcérés : Christophe Lascaray, maison d'arrêt, n° 16362, cellule 282, 209 Faubourg du Pont-Neuf, 86000 Poitiers ; Jean-François Lefort, maison d'arrêt, n° 4665, cellule 9, 17306 Rochefort cedex.

Comité de solidarité avec les antimilitaristes emprisonnés, BP 28, 33031 Bordeaux cedex. Tél. : 56.31.43.84.

BILLET D'HUMEUR

« E pur si muove ! » (Et pourtant elle tourne !)

C'est comme je vous le dis. Vous ne le saviez peut-être pas. Mais c'est tout à fait vrai : la terre tourne autour du soleil. Même qu'une commission pontificale vient tout juste de le reconnaître. C'est pas bien tout ça !

Un certain Galileo Galilei, plus connu sous le nom de Galilée, l'avait bien dit il y a plus de 300 ans, mais l'Eglise ne l'avait pas cru... même qu'en 1616, il fut appelé devant le tribunal de l'Inquisition de Rome, accusé d'avoir interprété les Saintes Ecritures pour les accorder à ses propres théories. Diabolique mon cher, diabolique ! comme s'il était sensé de dire que la terre tournait autour du soleil, qu'elle était ronde... L'Eglise professait à l'époque que la terre était plate, et que le soleil tournait autour d'elle. Quel crime que d'affirmer le contraire !

Ce têtard de Galilée, bien qu'il lui ait été interdit d'enseigner ses théories, publia en 1632 son *Dialogue sur les deux principaux systèmes du monde, le système de Ptolémée et le système de Copernic*, ce que l'Inquisition considéra comme une violation de la défense qui lui avait été faite.

En 1633, il fut à nouveau appelé à Rome, jugé, on exigea de lui l'abjuration de ses « erreurs », et il fut condamné à être emprisonné pendant le temps qu'il plairait à ladite Inquisition et à réciter une fois par semaine, pendant 3 ans, les sept psaumes de la pénitence (sic).

Il ne resta heureusement emprisonné que quelques jours, mais demeura soumis à la surveillance de l'Inquisition tout le reste de sa vie.

Un peu d'histoire, ça ne peut pas faire de mal car on a un peu tendance de nos jours à oublier que le goupillon est très souvent rétrograde.

A l'heure où sa Pontificale Sainteté pond un nouveau catéchisme, il ne faut pas oublier que l'Eglise interdit l'avortement, ne veut pas entendre parler de contraception...

Faudra-t-il encore attendre quelques 300 ans pour qu'une nouvelle commission vaticane se réunisse pour affirmer *urbi et orbi* que l'Eglise s'était mis... le doigt dans l'œil jusqu'au coude ?

Jean-Claude Babois
(liaison Pais de Maures)

Saint-Vallier
(Drôme)
samedi 5 décembre
20 h 30
concert
HENRI TACHAN
au cinéma Clin d'œil

Affichez votre dissidence avec le tee-shirt du « Monde libertaire »

L I S E Z
le monde
libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

Le groupe FA de Dieppe édite un tee-shirt en soutien au Monde libertaire (bénéfice intégralement reversé à la caisse du journal).

Il est dès aujourd'hui disponible en tailles M, L et XL (100 % coton, 165 gr., qualité supérieure) et impression en quadrichromie (noir, rouge, bleu et rose).

Ce tee-shirt représente le portrait de Louise Michel (fondatrice du titre en 1895) agrémenté du logo du journal. Le prix en est de 90 F l'unité (pour les commandes multiples, veuillez consulter le groupe).

Ce tee-shirt est disponible à l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex (chèque à l'ordre de l'association), ainsi qu'à la Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico). Pour tout envoi, ajoutez, SVP, 25 F de frais de port (livraison sous 48 h). L'été approche à grands pas dans sept mois, il sera là, alors soyez chics, vraiment très chics... soutenez l'hebdomadaire de la FA lorsque vous vous promènerez sur le sable de Dunkerque à... Tamanrasset.

SANTÉ

Grève au centre IVG de Colombes

UN ESCALIER extérieur, peu amène, conduit au Centre de contraception et d'interruption volontaire de grossesse de Colombes. Ce n'est pas le 3^e sous-sol en tournant à gauche puis à droite puis encore à gauche... mais tout de même, en 1975, quand fut créé le service, il fallut monter un mur de briques dans la maternité pour séparer quelques chambres... pour dissocier l'unité de gynécologie-obstétrique de celle du droit des femmes à pouvoir « choisir » de maîtriser leur fécondité...

Dix-sept ans plus tard, les lieux n'ont pas changé, ne se sont pas agrandis. Le personnel s'est trouvé amputé du poste d'assistance sociale (bien vite) et de quelques postes d'infirmières. De nouvelles activités se sont développées sans moyens supplémentaires (IVG médicamenteuse, contraception, prévention du sida, dépistage des maladies sexuellement transmissibles, participation à des travaux de recherche...). La pratique de l'IVG n'est toujours pas reconnue comme « activité clinique aussi importante et valorisée que les autres spécialités » (1). Et pour cause, les femmes ayant désinvesti la lutte pour la liberté de l'avortement et de la contraception suite à l'adoption de la loi Veil, les pouvoirs publics ne se sont sentis aucune obligation d'être vigilants quant à la garantie de ces droits. Si bien que, partout, la situation s'est dégradée tant au niveau des conditions d'accueil que du « climat général », qui favorise l'action des commandos anti-avortement (2). Le Centre IVG de l'hôpital Louis-Monnier à Colombes (Hauts-de-Seine) n'échappe pas à la règle. Le personnel se voit contraint dans sa pratique quotidienne de renvoyer un

certain nombre de femmes vers les cliniques faute de moyens pour les prendre en charge convenablement. Il a choisi toutefois de répondre à toute demande sociale, puisque dans le secteur privé l'acte d'IVG est parfois deux fois plus onéreux (malgré le forfait applicable quel que soit le lieu, public ou privé) et que les besoins en aide médicale gratuite ne sont pas satisfaits. Rappelons qu'en région parisienne, deux tiers des demandes IVG se réalisent dans les cliniques privées faute de trouver réponse à l'hôpital public, et que par an, au niveau national, 5 000 femmes doivent s'adresser à l'étranger, ayant dépassé le délai légal parce que n'ayant pu trouver une place en France.

« ... deux tiers des demandes IVG se réalisent dans les cliniques privées faute de trouver réponse à l'hôpital public... »

Alors que le Comité médical consultatif de l'hôpital a décidé de supprimer, dans la veine de la loi de restructuration hospitalière, trois des 24 vacations médicales, la coupe fut pleine. Le 4 novembre, les 6 médecins vacataires du Centre d'IVG ont décidé d'engager une grève. Les soins urgents sont assurés mais non facturés. Ayant été un des premiers centres créés dans l'Assistance publique suite à la mobilisation du MLAC (3) et des groupes « Femmes » de Colombes et de Gennevilliers, le service est reconnu, même par la Direction de l'Assistance publique (conclusion d'un audit de 1991), avoir une activité importante : 900 IVG et 2 000 consultations par an.

Les personnels en grève revendiquent :

- des locaux adaptés, respectant les conditions d'hygiène et de confidentialité ;
- un statut de Centre de contraception et d'IVG permettant un fonctionnement « autonome » par rapport au Service de gynécologie-obstétrique ;
- la reconnaissance en tant que centre de planification puisque l'information sur la contraception est largement réalisée ;
- la création de postes de médecins hospitaliers et le maintien des postes vacataires notamment des trois vacations supprimées.

Ils font même une proposition « pour la création d'une unité de référence en matière d'interruption volontaire de grossesse, de contraception et de prévention de l'infertilité ».

Ils attendent toute solidarité (4) et l'ouverture de négociations avec la direction générale de l'Assistance publique et non pas une discussion non suivie d'actes tangibles avec un médiateur, comme cela est pratique courante maintenant en cas de grève.

Hélène (gr. Pierre-Besnard - Paris)

- (1) Dossier de presse du personnel en grève.
- (2) Cf. la Brochure anarchiste n° 3, éd. du Monde Libertaire.
- (3) MLAC : Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception.
- (4) Pour toute solidarité, une pétition est disponible au MFPP, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris. Et pour tout renseignement complémentaire, écrivez à : CIVG de l'hôpital Louis-Monnier, 178, rue des Renouillers, 92701 Colombes cedex. Tél. : 47.60.63.51.

Le spectacle est à la rue

(suite de la « une »)

tion dégressive... Une belle économie en perspective : les périodes d'indemnisation ne partiront plus de la date anniversaire de la première inscription ASSEDIC mais du dernier jour travaillé. Les allocations seront néanmoins versées jusqu'à la date anniversaire. L'ASSEDIC calculera les droits. Si d'aventure, ils ont réussi à faire leurs 507 heures, les intermittents du spectacle, qui pour la plupart ne comprennent déjà rien à leurs anciennes annexes, croiront de bonne foi s'être ouvert de nouveaux droits. Oui, mais ils les auront déjà touchés en trop perçu, si, par malheur, ils n'ont travaillé qu'en début d'ouverture de droits. Certaines personnes risquent de se retrouver brusquement sans ressource, sans s'y être préparées.

Pourtant, tous ces gens se défendent. Les plus précaires, souvent atteints dans leur vie profession-

nelle à cause de leurs prises de position, résistent pied-à-pied, s'organisent, pensent fonder une association. Ni syndicat ni coordination, quelle tête est-ce que ça a ? Pas une tête, une gueule... d'« Atmosphère »... de création et d'information. Qu'en adviendra-t-il ? Une chose est sûre en tout cas « si nos rêves sont plus puissants que tous les murs de l'argent... », c'était le temps d'un refrain, car pour la question des cotisations, c'est une autre chanson. Côté réalité sociale, ce n'est pas réjouissant. Deux jours d'indemnités ASSEDIC ou de RMI par an, payables en plusieurs fois si nécessaire, propose-t-on... des voix s'élèvent. Les dossiers sont bloqués depuis le premier juillet pour le plus grand nombre. Même des allocations de solidarité spécifique ne sont plus versées à Paris, depuis cinq mois. C'est l'effet le plus clair des nouvelles réformes.

Michèle Rollin

Notes

- (1) Article 2 du Règlement général de l'UNEDIC.
 - (2) Le recouvrement des cotisations chômage ASF et FNGS sera effectué à Annecy pour les intermittents. Pour les permanents, l'affiliation et le paiement des contributions se feront auprès du GARP de Colombes (Hauts-de-Seine).
 - (3) Concertation nationale sur les conditions de travail et d'emploi des professionnels et intermittents du spectacle - elle s'appuie principalement sur le rapport Marimbet, le rapport Vincent commandés par les ministères de la Culture et du Travail en juin 1992, et sur le rapport Robin. Quatre groupes de travail sont formés. M. Faivre-Arcier, directeur du Festival d'Avignon, préside le groupe Connaissance et prospective de l'emploi et de communications dans le secteur culturel. Le groupe préconise la mise en place d'un observatoire des professions du spectacle. M. Marimbet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, préside le groupe Droit social et son application dans le secteur culturel ainsi que le groupe Couverture conventionnelle du secteur culturel. Ces groupes préconisent : la mise en place d'une billetterie nationale pour le spectacle vivant et la réforme de la vignette de la Sécurité sociale ; l'expérimentation du guichet unique cher au rapport Sandray dans une ou deux régions ; la mise en place d'une ou plusieurs conventions de partenariat de lutte contre le travail non déclaré avec les organisations professionnelles ; subordonner le versement des subventions au respect des obligations sociales. Le quatrième groupe, Formation professionnelle et les conditions d'exercice de la profession, est présidé par M. Van der Potte, inspecteur général des Affaires sociales. Entre autre chose, il faut favoriser la reconversion des artistes et techniciens souhaitant quitter le métier.
 - (4) Cf. « Baroud d'honneur pour les ASSEDIC », in ML 884, p. 3.
- N. B. : les chants des intermittents du spectacle, créés collectivement lors de l'occupation de l'Odéon, sont en vente à la librairie du Monde Libertaire. Prix de la cassette : 20 F minimum (plus en guise de soutien).
Erratum. Dans le ML n° 889 (daté du 25 novembre), en bref p. 6, l'assemblée générale n'avait évidemment pas pu se dérouler le 26 novembre. Il fallait comprendre le 26 octobre.

Associations

CONFÉRENCE-DÉBAT DU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE « BENOÎT-BROUTCHOUX » DE LILLE (RAPPEL)

Le CCL « Benoît-Brouchoux » et l'Association zairoise pour un développement en liberté (AZADEL) organisent une conférence-débat le samedi 5 décembre à 15 h au 1/2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives) à Lille. Cette conférence-débat consacrée à l'Afrique noire et à l'anarchisme sera animée par Ben Camara, animateur de l'émission *Afrique politique* sur Radio Libertaire, rédacteur en chef du magazine *Negropolis*, président du Comité immigration-développement Sahel et chercheur à l'École des Hautes études en Sciences sociales (département Civilisations africaines). Ensemble, nous verrons en quoi les modèles occidentaux (capitalisme, socialisme d'Etat...) ont fait faillite, et nous étudierons les possibilités d'une alternative autogestionnaire et égalitaire, fondée sur l'organisation sociale traditionnelle.

SOIRÉE COCKTAIL AU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE « BENOÎT-BROUTCHOUX » DE LILLE

Le CCL « Benoît-Brouchoux » organise une soirée cocktail le samedi 5 décembre à partir de 20 h au 1/2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives), à Lille. Tél. : 20.47.62.65. Au programme, outre la boisson, il y aura de la bouffe et de la musique. Avis, donc, aux lectrices et lecteurs du *Monde Libertaire*.

BOYCOTT DES PRUD'HOMMES

La CNT-AIT, appelant à l'occasion du 9 décembre au boycott électoral des prud'hommes, vous invite à une réunion publique qui se déroulera le samedi 5 décembre, à 15 h, au 33, rue des Vignoles (M^e Avron), 75020 Paris.

ÉCOLE PARALLÈLE

Conte pour enfants et parents... pas sages

Il était une fois, dans une commune du Nord, une petite école de quartier comme on n'en fait plus... accueillante, conviviale, coopérative (Freinet, en fait !) : 70 familles ; une centaine d'enfants et une équipe enseignante dynamique, ouverte, soudée. Bref, un lieu éducatif, certes, mais avec un petit « je ne sais quoi » de plus ! C'est là qu'est née, en 1989, une association, « Edouard et Célestine vont en bateau », créée pour mettre en place une garderie périscolaire associative et parentale. Le besoin d'accueil des enfants existait et, faute de moyens, la municipalité refusait toute création de Centre d'animation de la petite enfance (CAPE).

Edouard (Edouard-Herriot étant le nom de l'école) et Célestine (de Célestine Freinet) ont mené leur bateau avec dynamisme et bonne humeur

pendant trois ans. Le député-maire socialiste d'Hellemmes, B. Derosier, triste sire, a toujours refusé de reconnaître le travail effectué par l'association... Il nous a attribué avec largesse (après squatt et pressions diverses) la disposition d'un local dans l'école et paye les charges...

Les héros de l'histoire, petits et grands, heureux de leur école et de leur garderie n'en demandaient pas beaucoup plus (des sous peut-être !).

À la rentrée 1992-1993, l'association, forte de 50 adhérents, accueillait 60 enfants de 2 à 11 ans encadrés par un parent, une animatrice et deux CES. Paine perdue, le rouleau compresseur municipal s'est mis en marche et, défiant toute participation active de parents-citoyens, a expulsé l'association de ses locaux et de l'école le 2 novembre 1992. Un CAPE s'est ouvert,

et nous avons été sommés de libérer le local et d'inscrire les enfants (de maternelle et de CP uniquement) dans cette structure municipale bien éloignée de nos envies et besoins.

« L'intrusion du privé dans le public. » ; « L'exercice d'une citoyenneté abusive et déplacée. » (propos du maire), c'est fini ! au non de « l'égalité des petits hellemmois »...

Fin ? Non, pas vraiment. On se bat depuis trois semaines. On existe toujours ! Le CAPE n'a pas un seul inscrit et va fermer ses portes. Qu'advient-il d'Edouard et de Célestine ?

Des parents et enfants insoumis

N. B. : Boucq, dessinateur de BD, nous a concocté une sérigraphie originale en soutien, tirée à 800 exemplaires, elle est vendue 30 F auprès du groupe Humeurs Noires de la FA de Lille, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

EX-YOUGOSLAVIE

Le viol tactique de guerre

Nous nous adressons à toutes les femmes du monde !
Nous nous adressons à tous les hommes du monde, à tous les inventeurs et à tous les déclencheurs de guerres !
Nous, les femmes d'organisations féministes et autres, de Zagreb en Croatie !

Alertons sur les souffrances des femmes occasionnées lors de ce conflit post-Seconde Guerre mondiale qui se déroule sur le sol européen.

Alertons sur le fait que le viol est, dans cette guerre, la tactique des conquérants de l'armée yougoslave, comme celle de l'armée serbe et monténégrine, dans l'invasion et l'occupation de territoires.

Dans les camps : camps privés, camps de réfugiés, camps de travail, camps de viol et de mort... le viol se pratique en groupe ou solitaire, et ceci constamment, de toutes les façons possibles, par tous les moyens et sur ordre, ceci sur toutes les femmes, jeunes filles ou femmes âgées.

Nos propres expériences et les témoignages des femmes, victimes de la guerre, montrent que le nombre de femmes abusées sexuellement dans tous les camps, sur l'ensemble du territoire occupé, est terrifiant. Les données statistiques sont tronquées. Les viols sont tenus secrets, anonymes.

Le viol, en tant que tactique de guerre, indique par ses caractéristiques la stratégie des conquérants. Dans ce conflit, il fait fonction d'une technologie guerrière pensée et développée.

Nous exigeons que le viol, comme tactique de guerre, soit classifié dans la catégorie de crime de guerre.

Nous requérons une aide internationale qualifiée pour déterminer et apporter des actions contre le crime du viol. La façon de procéder actuelle et la législation existante est patriarcale et sexiste. Nous avançons des charges contre les viols commis dans la guerre contre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine devant la Cour internationale pour crime de guerre.

Nous avons besoin de votre soutien, aide et encouragement. Nous sommes disposées à travailler avec vous, conscientes que ce qui nous arrive aujourd'hui, ce qui est arrivé à d'autres hier, peut vous arriver demain.

Nous exigeons que le viol soit amené devant la Cour internationale, ceci est notre responsabilité mutuelle.

Women's Help Now, Kareta, Wall of Love, Women's Union, Women's Group Tresnjevka, The Independant Union of Women, The Autonomous House of Women, The Croatian Intellectual Women

N. B. Envoyez cet appel signé (et que vous aurez fait signer par votre entourage) à la **Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris**. Il circule, par ailleurs, une pétition que vous pouvez obtenir à la librairie du Monde Libertaire. Faites-la signer et renvoyez-la, elle aussi, à la Maison des Femmes. De plus, toute suggestion pour soutenir les femmes de l'ex-Yougoslavie sont les bienvenues.

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville

NOUVELLE CUVÉE DU « MONDE LIBERTAIRE »

le monde
libertaire

un hebdomadaire
une librairie
des éditions
145, rue Amelot 75011 Paris

la nouvelle cuvée
Fernand Pelloutier

cellier des gravines
BEAUJOLAIS
appellation beaujolais contrôlée

mis en bouteille à la propriété par
Louis & Michelle GOUJON
75cl viticulteurs-récoltants à "LE LAC" 69640 DENISE 12,5 vol

Après un minervois célébrant le n° 800 du Monde Libertaire hebdo, voici une nouvelle cuvée. Cette cuvée de 1991, disponible cet automne, a été choisie, cette année, parmi les beaujolais, dont le fruit de la vigne servira à alimenter les caisses de nos éditions. Prix : 30 F la bouteille & 180 F le carton de 6 bouteilles (pour expédition, ajouter 40 F de port). Vos chèques sont à libeller à l'ordre des « Editions du Monde Libertaire ».

En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Crète

Le groupe anarchiste grec de Xania (Crète), s'est fait l'écho (en publiant des extraits) d'une lettre de Vardis Tsouris, militant actuellement emprisonné. Voici ce qu'il écrit :

— *Ils m'ont emprisonné, il y a deux ans à peine, à cause de ma participation à une manifestation à Xania (Crète) contre la présence de l'armée américaine, qui constituait une menace permanente de guerre, et particulièrement en ce mois de juillet 1990.*

Je fus remis en liberté grâce au mouvement de soutien du Comité de Xania contre les bases et la dépendance aux Américains. Aujourd'hui, je me retrouve à nouveau en prison. Pourquoi ?

D'abord par refus d'obéissance, car je refuse l'humiliation que représente le fait de me présenter tous les mois au commissariat. [...] Un individu est libre ou ne l'est pas. Je ne veux pas d'une liberté mutilée : en prison pour dire non au pouvoir, j'ai gardé ma liberté ; à l'extérieur, comme citoyen soumis, je l'aurais perdue.

Par prévention ensuite. Le gouvernement, dépassé par le récent réveil populaire, voyant proliférer grèves et manifestations, aujourd'hui jusqu'à Xania, veille à isoler leurs présumés incitateurs.

Mais les gens ne descendent pas dans la rue à cause d'un individu mais bien plutôt pour leurs conditions sociales, et afin de faire respecter leur droit à la justice, à l'égalité économique et à la liberté...

J'exprime ma solidarité avec tous ceux qui s'opposent à la classe au pouvoir, au capital, aux multinationales et à Maastricht... ainsi qu'à tous ceux qui peuvent se joindre à cette opposition, car si les choses vont mal, elle peuvent encore empirer.

Vardis Tsouris n'a toujours pas été jugé, ni pour raison administrative ni pour raison judiciaire, et dans le cas d'un nouveau refus de mise en liberté, il pourrait être incarcéré pour dix-huit mois. Vardis Tsouris est actuellement en grève de la faim.

Tout cela pour rappeler d'une part que la manifestation de masse des 23 et 24 juillet 1990 (à la veille du Koweït) contre les bases américaines à Xania

n'est pas une affaire réglée. Et que d'autre part, le moment choisi pour incarcérer Vardis Tsouris a correspondu en Grèce à une période de grève générale largement suivie en réponse à une augmentation de 40 % sur de nombreux produits, ainsi qu'à la refonte des cotisations sociales et des caisses de retraite, affectant directement le niveau de vie des salariés.

Tout cela pour qu'à la veille de Maastricht, l'économie grecque devienne « euro-compatible ».

Espagne

La Colectividad Los Arenalejos de Malaga (Espagne), s'est donné, depuis deux ans, pour objectif principal de doter le mouvement libertaire d'une dimension qui lui fait défaut depuis fort longtemps, et qui fut, par le passé, une des causes de son succès : pousser le plus loin possible la pratique et le vécu libertaire, ici et maintenant, tout en dynamisant par cette pratique contre-culturelle et de participation aux luttes de caractère anticapitaliste et antiautoritaire, sa projection sociale. Ses deux principaux centres d'intérêt sont l'écologie sociale et la relation aux enfants : une école de la vie, pour une vie sans école. Ses deux principaux moyens : l'agriculture biologique et la poterie.

Pour faire face à cette immense tâche, nous sommes encore trop peu nombreux, c'est pourquoi la Colectividad Los Arenalejos lance un appel aux compagnes et compagnons, surtout à ceux qui ont des enfants et ayant une sensibilité écologique pour venir se joindre à nous et renforcer la Colectividad. D'autre part, toute aide sera la bienvenue tant au niveau financier que technique (sont inclus les outils pédagogiques autant que les propositions [initiatives]).

Pour les intéressé(e)s, écrivez-nous. Toute lettre aura sa réponse, ainsi que le maximum de renseignements. Adresse : **Colectividad Los Arenalejos, Lista de correos, 29567 Alozaina (Malaga), Espagne.**

Belgique : l'idée séparatiste trouble le « roi triste »

Un roi triste et bigot, flanqué en toute occasion de sa tendre et fidèle épouse, la reine Fabiola, c'est le portrait que l'on a de Baudouin I^{er}, cinquième roi des Belges.

Les deux font la paire depuis le 15 décembre 1960, alors que le « roi triste » règne depuis 1951 ans. On les entend peu, et pourtant ils sont là, à deux pas de Bruxelles, installés dans le palais de Laeken. En 41 ans de règne, Baudouin s'est pourtant illustré avec éclat et de la façon la plus réactionnaire qui soit lorsqu'il s'est agi en avril 1990 de signer la loi libéralisant l'avortement. Monsieur a fait grève, laissant vacant le pouvoir royal durant 37 heures. Durant ce laps de temps, la Belgique ne fut plus une monarchie sans être devenue pour autant une république. Unique dans l'histoire du pays en 160 ans d'existence. C'est que derrière l'image du roi se profile celle de la religion catholique. Religion d'Etat, s'il vous plaît !

Le sabre (le roi n'est-il pas lieutenant général du royaume ?) et le goupillon en symbiose, que pourrait résumer cette expression royale, définissant le « métier » de roi : « *Le jour où je suis devenu roi, je suis rentré en religion de Belgique* ». Le pays est un sacerdoce. Un sacerdoce pour un roi bigot, époux d'une non moins bigote princesse espagnole... la boucle est bouclée !

Baudouin, même s'il s'avère d'ordinaire discret, ne prétend pas être la potiche que l'on croit. Et pourtant son

rôle est-il vraiment indispensable ? Non, franchement... mais tant qu'il y aura de loyaux sujets pour le penser... Alors, il fait grève un certain mois d'avril 1990. Laeken ne répond plus. Grève sur le tas. Ce ne sont pas les anarchistes qui iront contre la grève royale même si c'est pour un mauvais motif. Que du contraire ! Nous l'aurions bien convié à poursuivre dans un sens illimité. La République aurait peut-être finie par être proclamée ? Et pourquoi pas la révolution sociale se faire !

Le « rattachisme »

Plus menaçante que la République, s'exprime l'idée séparatiste. Flamands du Vlaams Blok (6,6% des suffrages) l'expriment depuis des lustres. Wallons du Front indépendantiste aussi, bien que très marginalement. Pour s'en convaincre, la lecture de *Wallonie libre* suffit. Mais ne voilà-t-il pas que le président socialiste de l'exécutif communautaire wallon avoue dans les colonnes de *Libération*, le mois dernier, qu'il préfère son poste namurois aux lambris ministériels bruxellois. Certains y virent un signe des temps. L'exemple du divorce tchécoslovaque à l'amiable entre Havel et Meciar donne des idées. Et si la presse française s'en fait l'écho, alors c'est la consécration. Et encore, s'il n'y avait que la presse ! Mais ne voilà-t-il pas que le samedi 7 novembre, Jean-Pierre Chevènement se rend à Mons pour y écouter entre deux couplets

d'une *Marseillaise* endiablée, les doléances du mouvement « rattachiste ». A l'occasion d'un colloque célébrant le bicentenaire de la victoire de Jemmapes, qui donna provisoirement la Belgique aux Français, voilà Chevènement, ancien ministre de la Défense, travesti en Dumouriez... de quoi, tout de même, inquiéter le petit monde politique bruxellois. Car, Chevènement à Mons, c'est toute autre chose que Le Pen en visite à Bruxelles.

Gageons que le président français, qui accueillait Baudouin en grandes pompes le lundi 30 novembre, a eu le bon goût de ne point rappeler le séjour belge d'un de ses anciens poulains à l'illustre visiteur. Cela lui aurait gâché son séjour officiel en terre républicaine et laïque, le second depuis son intronisation (le premier ayant été effectué en 1961).

Tentations séparatistes, doublées d'une éternelle querelle linguistique ; scandales politiques où les ministres se perdent ; terre d'aventuriers de la politique et de la finance qui ont pour nom de Bonvoisin (baron fasciste de son état) ou Van Rossem (millionnaire truculent [jusqu'à quel point ?] se disant anarchiste... réminiscence d'un passé soixante-huitard), la Belgique, plus qu'un pays, est un patchwork au cœur de l'Europe et au cœur de l'OTAN où cohabitent des intérêts nationaux et internationaux que la canaille des trusts, des banques et de la diplomatie peaufine avec la bénédiction du « roi triste ».

Claude Nepper (La Villette - Paris)

Ciné sélection

« Incident à Oglala »

« Oglala, Wounded Knee, le génocide continue... »

26 juin 1975. Deux voitures conduites par des agents du FBI déboulent dans la réserve de Pine Ridge. Coups de feu, les familles, les enfants, tout va très vite. Il faut protéger les gosses et les hommes empoignent les fusils pour se défendre. Le quotidien ici, c'est la tension, la peur, la terreur. Les escadrons de la mort de Dick Wilson tuent hommes, femmes, enfants... Impunément. Et ces agents du FBI, on ne les connaît pas, on a juste entendu des coups de feu à côté du campement. Alors la fusillade éclate. Cette fois-ci les Indiens de la réserve n'accepteront pas d'être massacrés sans riposter.

Deux ans après Wounded Knee où les fédéraux avaient tiré dans le tas des militants de l'American Indian Movement, où tout avait été mis en œuvre pour casser le mouvement (500 arrestations), deux fédéraux sont tués et un jeune Indien. Un jeune Indien, ce n'est rien puisqu'aucune investigation ne se fera sur sa mort, mais les fédéraux...

Une chasse à l'homme commence. Deux militants de l'American Indian Movement sont arrêtés après l'« incident » et seront acquittés, reconnus en légitime défense. Mais, Leonard Peltier, extradé du Canada où il s'était réfugié, est toujours en

prison. La machine judiciaire n'allait pas accepter un autre acquittement. Leonard Peltier paye pour l'injustice et le racisme. Leonard Peltier paye parce qu'il est Indien et militant.

Incident à Oglala (1) est une enquête. Tous parlent. Les regards et les paysages parlent pour la tristesse et la résignation de ce peuple peu à peu éradiqué. La musique de John Trudell, dont la femme et les trois enfants ont été brûlés vifs dans l'incendie de sa maison, est extraordinaire.

Actuellement, certaines réserves d'Indiens se trouvent à proximité de mines de plutonium et les cas de cancers sont multiples... Le génocide continue.

Ce film de Michael Apted passe dans deux salles (Ciné Beaubourg les Halles, Trois Balzac), mais il ne restera pas longtemps. Allez-y et après faites-vous l'autre film de Michael Apted, *Cœur de Tonnerre* (2), qui est une fiction inspirée de l'expérience de l'American Indian Movement.

C. P.

(1) *Incident à Oglala*, réalisation Michael Apted ; avec John Trudell et Jackson Browne. Narration de Robert Redford qui produit ce film.

(2) *Cœur de Tonnerre (Thun-derheart)*, réalisation Michael Apted ; avec Val Kilmer, Sam Shepard, Graham Greene, John Trudell, Chief Ted Thin Elk, Sheila Tousey.

« La Totale » de Lionel Brouck

Lionel Brouck, les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent ses dessins qui, plus d'une fois, ont illustré les colonnes de leur hebdo. Un coup de rotting personnel au service d'un humanisme sans niaiserie. Humaniste, il aime les « petites choses » qui font la vie ; sans niaiserie, son trait se fait féroce pour croquer nos petites mesquineries et ceux que l'on dit « grands », bref tout ce qui gâche la vie...

Son troisième album, *La Totale* (octobre 1991), « sans tenue commerciale », mérite le détour pour ses dessins à caractère social, écologiste, sur le tiers monde, sur la guerre... mais c'est surtout le regard exagéré, qu'il porte sur le quotidien, qui fait de Brouck un dessinateur capable, d'ici peu, d'aller jouer dans la cour des grands (Topor et Cardon, par exemple). Dans *La Totale*, tout comme dans les deux albums précédents (*Beauark !* et *Auto-Psy*, aujourd'hui épuisés), fait partie de ces recueils qui nous rappellent qu'un bon dessin vaut mieux qu'un long discours. Attardez-vous sur les 20 premières pages, consacrées à la grossesse et à l'accouchement, elles permettent à Brouck de se moquer du futur père qu'il était à l'époque...

Les albums de Brouck étant auto-édités, celui-ci les expose régulièrement dans les rues, les festivals, les braderies... alors, qui sait, peut-être le croiserez-vous un de ces jours ?

OLT

N. B. : *La Totale* est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 80 F (chèque à l'ordre de Publico). Vous pouvez également passer commande à l'adresse suivante : Lionel Brouck, 131, avenue de Verdun, 95240 Cormeilles-en-Parisis. Un prochain album paraîtra en avril 1993.

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

« En toute mauvaise foi », lundi 7 décembre, 10 h - 12 h : avec Joël Favreau, Paul Mindy, Michel Murty, Vincent Absil, Alain Aurenche et un invité dont on ne peut dévoiler le nom pour des raisons que vous comprendrez en venant assister à l'enregistrement de l'émission le dimanche 6 décembre, de 15 h à 19 h, à « La Folie en tête », 33, rue de la Butte-aux-Cailles (M^o Porte-d'Italie ou Corvisart), 75013 Paris.

LE PEN S'ATTAQUE AUX JOURNALISTES...

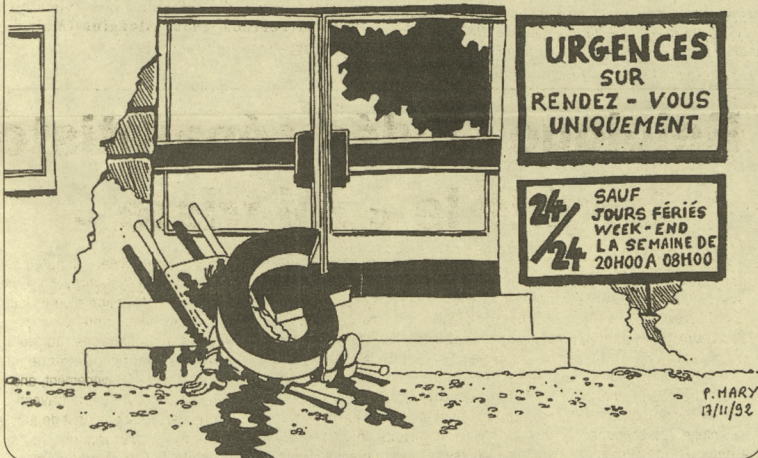


Fête annuelle des « Bleu-Blanc-Rouge » : les beaufs prennent à partie les journalistes après diffusion d'un documentaire sur le FN à France 2.

« L'actualité du mois en dessins »

avec Gil, Mary & Berth

URGENCES



Enquête de l'Union des consommateurs sur la qualité des soins d'urgence : ça laisse à désirer en certains cas.

HUMEUR... TUMEUR... RUMEUR!



Opération de la prostate pour Tonton et déclin des socialistes : dur, dur à l'entrée de l'hiver.

Prochain rendez-vous de « L'actualité du mois en dessins », le 7 janvier 1993.

DE DUNKERQUE A TAMANRASSET

RENDEZ-VOUS

ARDENNES
Une liaison FA se monte sur les Ardennes. Les libertaires intéressés doivent écrire aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

ARIÈGE
Les libertaires intéressés par la constitution d'une liaison FA sur le département de l'Ariège peuvent contacter Alain Feliou, 09460 Artigues.

BOURGOIN-JALLIEU
Le groupe FA et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu vous invitent à un repas qui se tient au 20, rue Joseph-Seigner, le samedi 5 décembre à 13 h. Tarif normal : 80 F (étudiants et chômeurs : 60 F).

DIJON
Les militant(e)s et sympathisant(e)s du groupe FA de Dijon, ainsi que celles et ceux de Maloka (association antifasciste), vous informent que des permanences sont tenues en leur local. Vous pouvez y discuter, vous y informer, y acheter des disques, cassettes, livres, zines, brochures, tee-shirts, autocollants et journaux. Eventuellement, même, participer à des projets d'activités culturelles, politiques ou autres.
« Le Local » (la Mistoufle), 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49. Ouvert chaque mardi et vendredi à partir de 21 h 15 et chaque samedi de 15 h à 18 h. N'hésitez pas à nous rendre visite.

MONTPELLIER
Naguère liaison, la présence FA sur Montpellier a pu aujourd'hui se développer et donner naissance à un groupe. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures de la FA (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

PARUTIONS

PRESSE
Contre vents et marées n° 93 (novembre 1992), journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes est paru. Il coûte 5 F. L'abonnement est de 50 F par an (chèque à l'ordre de l'association « Contre-Courants »). « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

CASSETTE
Gli Anarchici (1864 - 1969). Antologia della canzone libertaria, cassette (C. 90) de 27 chansons anarchistes italiennes que diffuse le groupe Région-toulonnaise de la FA. Elle coûte 45 F (port compris). Commandez-la au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer (chèque à l'ordre de l'association).

PRESSE
Le groupe FA de Dijon vous informe que le n° 13 de la Mistoufle vient de sortir. Sa formule a changé. Il s'agit maintenant d'une feuille A4 recto-verso gratuite.
Pour vous la procurer, écrivez à : La Mistoufle, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

« Les Anticolonialistes »

J.-P. Biondi & Gilles Morin — éd. Robert-Laffont

Jean-Pierre Biondi et Gilles Morin seront les invités de l'émission « Histoire sociale » sur Radio Libertaire, le samedi 5 décembre de 22 heures à minuit.

Notre camarade Sylvain Eischenfeld nous présente leur livre, *Les Anticolonialistes*.

Si le dix-neuvième siècle a été marqué par l'extension du phénomène colonial, il faut attendre le vingtième siècle pour voir apparaître un courant structuré qui s'oppose à cette situation. Cette opposition fut nourrie par la révolte des colonisés. C'est le thème du livre de Jean Pierre Biondi écrit avec la collaboration de Gilles Morin (1).

A la fin du siècle dernier, l'anticolonialisme était animé par la droite qui préférait — par esprit revancharde — récupérer l'Alsace-Lorraine que de construire un empire colonial. Le mouvement ouvrier, quant à lui, considérait — à l'exception de quelques militant(e)s comme Louise Michel (2) et du Parti ouvrier français de Jules Guesde — que la colonisation apportait les bienfaits de la civilisation et permettait l'émancipation des indigènes. L'anticolonialisme de la Belle Epoque était animé par les anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, qui dénonçaient : « Le produit hybride du patriotisme et du mercantilisme ». Dans ce contexte, des militants comme Jean Grave, Sébastien Faure ou Gustave Hervé étaient poursuivis pour incitation à la désobéissance civile. La pression du mouvement anarchiste radicalisa une partie de la Section française de l'Internationale socialiste (SFIO), qui rejoignit cette position. Par ailleurs, ces militants avaient découvert le livre de Paul Louis, *Le Colonialisme*, qui marquait le début d'une pensée anticolonialiste dans le mouvement socialiste. La droite avait rejoint le camp du maintien, voire de l'extension, du domaine colonial.

La Première Guerre mondiale modifia profondément les rapports entre la France et ses colonisés, qui

s'éveillèrent et rejetèrent leurs statuts d'exploités. L'autre conséquence majeure de la guerre fut l'arrivée des bolcheviks au pouvoir et la création de la III^e Internationale, qui modifièrent les rapports du mouvement ouvrier international vis-à-vis des peuples colonisés (3). A partir de cette date, il est possible de percevoir les tendances fondamentales de cet ensemble hétérogène qu'est le mouvement anticolonialiste. Celui-ci se décompose en un mélange de courants d'idées humanistes et de clivages idéologiques. Qui, pour certains, sont des héritiers de l'esprit anti-esclavagiste du siècle des Lumières. Alors que d'autres récla-

« Pendant la guerre, les peuples colonisés s'étaient soulevés... »

ment le droit à la différence culturelle. L'anticolonialisme peut être aussi issu de nécessités politiques imposant cette position, d'un esprit pacifiste ou bien de la contestation des pouvoirs et institutions en place.

Pendant la guerre, les peuples colonisés s'étaient soulevés à plusieurs reprises. Avec la guerre du Rif (1924-1926), les militants anticolonialistes développent l'action de terrain. Des comités de soutien se constituent, certains représentent la mise en pratique des thèses de l'internationale communiste, qui stipulent l'intervention des militants, ceux-ci devant conduire à la formation de partis communistes dans les pays colonisés. Le refus de la répression au Maroc insurgé atteint en France son paroxysme avec la grève générale du 12 octobre 1925, à laquelle les anarchistes se



sont associés par le biais du Comité de défense des indigènes algériens fondé par Mohammed Saïl. Dans le même temps, les élites des sociétés colonisées viennent se former dans les universités françaises. C'est le cas de Nguyen Ad Quoc (Ho-Chi-Minh) ou de Messali Hadj, puis par la suite de tous les cadres des partis indépendantistes. La plupart d'entre eux adhèrent au Parti communiste ; ce qui permet à ce parti de diffuser ses idées dans la classe ouvrière immigrée.

Cette pratique dura jusqu'en 1935, date qui marque une double rupture. Le PC abandonne la ligne du « Front unique anti-impérialiste dans les colonies » pour lui préférer le Front antifasciste. Ses militants des colonies rompent alors pour fonder des partis anticolonialistes. Anarchistes et trotskystes, accompagnés de la gauche révolutionnaire de Marceau Pivert et de quelques intellectuels, animent le courant anticolonialiste par le biais de différents comités. Le Front populaire met définitivement fin aux espoirs des colonisés qui attendent que la France leur rende leur dignité.

C'est la Seconde Guerre mondiale qui entraîna les bouleversements les plus profonds dans les colonies. Alors que les peuples se soulèvent en Asie, en métropole les anticolonialistes restent ultra-minoritaires. Les trotskystes scandent : « Pas un soldat, pas un fusil contre les peuples des coloniaux ! Indépendance totale et immédiate des colonies ! », alors que les anarchistes, tout en dénonçant le colonialisme, refusent de faire le jeu des nationalistes et des futures classes dirigeantes.

A la fin 1947, la création du Kominform bouleverse les équilibres. La question coloniale redevient un enjeu pour le PCF, qui lance des campagnes pour la paix en Indochine comme celle pour Henri Martin, qui devient le symbole de la lutte anticolonialiste. Il faut attendre la guerre

d'Algérie pour qu'une partie de la SFIO (4) s'oppose à la politique de Guy Mollet au colonialisme. Ces militants seront les fondateurs du Parti socialiste autonome puis du PSU. La guerre d'Algérie apporta un second souffle au mouvement anticolonialiste : Le Tiers-mondisme.

Sylvain Eischenfeld
(groupe Rudolf-Rocker -
4^e & 5^e arr. de Paris)

- (1) J.-P. Biondi et Gilles Morin, *Les Anticolonialistes*, éd. R. Laffont, 135 F. (Pour une histoire de la décolonisation cf. P. Grimal, *La Décolonisation*, éd. Complexe, 55 F.
- (2) Louise Michel, contrairement à la majorité des proscrits de la Commune, soutint la révolte des Kanaks en 1878.
- (3) Voir Manifeste et résolution des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, 1919-1923.
- (4) Les auteurs donnent un certain nombre de citations de militants socialistes qui peuvent laisser paotois...

SOMMAIRE

- PAGE 1 : L'humanitaire business (suite p. 3), Edito : Vive le feu, Le spectacle est dans la rue.
- PAGE 2 : L'abécédaire autogéré ou une bonne aventure pédagogique.
- PAGE 3 : L'humanitaire business (suite de la « une »), Echos de presse, Infos FA.
- PAGE 4 : Le sida à l'hôpital, « E pur si muove ! », Nouvelles du front.
- PAGE 5 : Grève au centre IVG de Colombes, le spectacle est dans la rue (suite de la « une »), Associations, Conte pour enfants et parents... pas sages.
- PAGE 6 : Le viol tactique de guerre (appel de femmes de l'ex-Yougoslavie), Brèves internationales, Belgique : l'idée séparatiste trouble le « roi triste ».
- PAGE 7 : L'actualité du mois en dessins, « Incident à Oglala », « La Totale » de Lionel Brouck, Sélection RL.
- PAGE 8 : « Les Anticolonialistes », Salut Yann !, Infos FA.

HOMMAGE

Salut Yann !

Yann nous a quitté le 10 novembre dernier, emporté à 26 ans par sa maladie.

Fidèle lecteur du *Monde libertaire* et auditeur de l'émission « Le Magazine Libertaire » sur Nantes, il participa au côté des anarchistes à de nombreuses manifestations et réunions publiques.

Myopathe, on se souviendra de ses gueulantes contre le téléthon et l'exploitation commerciale de ses semblables, ainsi que celles pour la libre circulation des handicapés à l'université. Il entraînait, cette année, en maîtrise d'Histoire.

Alors que nous perdons un compagnon, toute la sympathie du groupe Milly-Witkop va à sa famille.
Salut Yann !